



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/CN.10/195  
22 avril 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DU DÉSARMEMENT  
Session de fond de 1997  
New York, 21 avril-13 mai 1997  
Point 4 de l'ordre du jour

### CRÉATION DE ZONES EXEMPTES D'ARMES NUCLÉAIRES SUR LA BASE D'ARRANGEMENTS LIBREMENT CONCLUS PAR LES ÉTATS DE LA RÉGION INTÉRESSÉE

#### Document de travail présenté par la Mongolie

#### A. Principes relatifs à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires concernant un seul État

- Absence totale d'armes nucléaires ou d'éléments de telles armes sur le territoire de l'État de la zone;
- Adoption d'un document juridiquement contraignant;
- Accord général librement conclu avec les États voisins et les États dotés de l'arme nucléaire;
- Absence de différends territoriaux ou frontaliers avec les États voisins;
- Arrangement en matière de vérification et de contrôle efficaces;
- Reconnaissance de la zone par l'Assemblée générale.

#### B. Éléments d'un accord type sur les zones exemptes d'armes nucléaires concernant un seul État

- Préambule : emploi des termes ("territoire", "armes nucléaires", "matières nucléaires", "installation nucléaire", "stationnement", etc.);
- Définition des principales obligations des parties à l'accord, y compris celles des États voisins et des États dotés de l'arme nucléaire :
  - a) État de la zone : cet État s'engage à ne pas posséder d'armes nucléaires et à ne pas en autoriser le stationnement;

- b) États voisins : ces États respectent la zone et lui apportent leur appui, respectent les dispositions de l'accord et ne rejettent pas d'armes nucléaires au voisinage de la zone;
  - c) États dotés de l'arme nucléaire : ces États ne procèdent pas au stationnement d'armes nucléaires, s'abstiennent de toute action susceptible d'aboutir à la violation du statut de la zone et s'engagent à ne pas employer ou menacer d'employer l'arme nucléaire contre l'État de la zone et à apporter leur assistance en cas d'attaque ou d'une menace contre cet État;
- Activités nucléaires à des fins pacifiques;
  - Mécanisme administratif et institutionnel;
  - Système de contrôle (inspection internationale, application des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique, etc.);
  - Présentation de rapports et échange d'informations;
  - Consultations;
  - Plaintes;
  - Amendement de l'accord;
  - Signature et ratification;
  - Déclarations et réserves;
  - Entrée en vigueur.
- C. Étapes de l'examen des directives relatives à la création de zones exemptes d'armes nucléaires concernant un seul État
- Définition de la portée et des éléments des zones exemptes d'armes nucléaires concernant un seul État (1997);
  - Élaboration des principes et des éléments des directives (1998);
  - Mise au point et adoption des directives (1999).

D. Engagements pris par les États dotés de l'arme nucléaire à l'égard de la déclaration de la Mongolie faisant de son territoire une zone exempte d'armes nucléaires

Fédération de Russie

1. "La Fédération de Russie respectera la politique de la Mongolie consistant à ne pas admettre le déploiement et le transit sur son territoire de troupes étrangères, d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive<sup>1</sup>."

2. "Comme on le sait, en 1992 la Mongolie a déclaré son territoire zone exempte d'armes nucléaires. Les États-Unis d'Amérique, la République populaire de Chine, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et, récemment, la France ont déclaré s'engager à respecter ce statut.

Pour sa part, la Russie, comme les autres puissances nucléaires, entend respecter le statut de zone exempte d'armes nucléaires de la Mongolie.

Il convient de noter que la position de la Russie à ce sujet se reflète dans le Traité sur les relations amicales et la coopération conclu avec la Mongolie le 20 janvier 1993. L'article 4 de cet accord stipule notamment ce qui suit :

"... La Fédération de Russie respectera la politique de la Mongolie consistant à ne pas admettre le déploiement et le transit sur son territoire de troupes étrangères, d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive<sup>2</sup>."

Chine

1. "La République populaire de Chine félicite et appuie la Mongolie en tant qu'État exempt d'armes nucléaires et respectera sa politique consistant à transformer son territoire en zone exempte d'armes nucléaires. La République populaire de Chine s'est déjà engagée à ne pas employer ou menacer d'employer l'arme nucléaire contre des zones ou des États qui en sont exempts. Cet engagement s'applique également à la Mongolie<sup>3</sup>."

2. "La partie chinoise a réaffirmé une fois encore qu'elle respectait l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et le statut d'État exempt d'armes nucléaires de la Mongolie. La République populaire de Chine a déclaré qu'elle respectait la politique de la Mongolie consistant à ne pas

---

<sup>1</sup> Art. 4 du Traité sur les relations amicales et la coopération entre la Mongolie et la Fédération de Russie en date du 20 janvier 1993.

<sup>2</sup> Extrait de la déclaration faite le 1er mars 1994 par le porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie. (Traduction du russe.)

<sup>3</sup> Extrait de la déclaration faite le 22 octobre 1993 par le porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la Chine. (Traduction du mongol.)

admettre le déploiement et le transit sur son territoire de troupes étrangères, d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive<sup>4</sup>."

États-Unis d'Amérique

1. "Le Gouvernement des États-Unis félicite le Gouvernement mongol d'avoir manifesté son adhésion aux principes du Traité de 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), auxquels la Mongolie et les États-Unis sont parties, et d'avoir décidé, dans cet esprit, de déclarer la Mongolie zone exempte d'armes nucléaires. À cet égard, nous saluons également la décision prise par la Mongolie d'appuyer en 1995 la prorogation du TNP pour une durée indéfinie.

2. En adhérant rigoureusement à la lettre et à l'esprit du TNP, la Mongolie, en tant qu'État souverain non nucléaire entretenant des relations amicales avec les États-Unis, bénéficie de l'assurance que les États-Unis solliciteront l'assistance du Conseil de sécurité en faveur des États non dotés d'armes nucléaires parties au TNP en cas d'attaque nucléaire dirigée contre eux, et qu'ils n'utiliseront pas d'armes nucléaires contre un État non nucléaire qui n'est pas allié à un État doté de telles armes. Nous notons que d'autres États dotés de l'arme nucléaire ont fourni des assurances analogues.

Au cas où la Mongolie ferait face à une menace et déciderait de saisir le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, les États-Unis, ainsi que les autres membres du Conseil, envisageraient de prendre les mesures qui s'imposent<sup>5</sup>."

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

"Le Gouvernement de Sa Majesté salue la décision prise par le Gouvernement mongol de déclarer la Mongolie zone exempte d'armes nucléaires, qui réaffirme l'attachement de ce pays aux principes du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

La Mongolie bénéficie des assurances de sécurité que le Royaume-Uni donne à tous les États non dotés d'armes nucléaires parties au TNP, en vertu desquelles le Royaume-Uni s'engage à solliciter une action immédiate du Conseil de sécurité afin d'apporter une assistance, conformément à la Charte des Nations Unies, à tout État non doté d'armes nucléaires partie au TNP qui est victime d'un acte ou d'une menace d'agression avec emploi d'armes nucléaires.

Le Royaume-Uni réaffirme également l'assurance donnée à tous les États non dotés d'armes nucléaires parties au TNP et ayant souscrit à l'engagement contraignant sur le plan international de ne pas fabriquer ni acquérir d'engins explosifs nucléaires, à savoir qu'il n'utilisera pas d'armes nucléaires contre de tels États, y compris la Mongolie, sauf en cas d'attaque menée contre lui,

---

<sup>4</sup> Extrait d'un communiqué de presse sino-mongol en date du 29 avril 1994. (Traduction du mongol.)

<sup>5</sup> Communiqués de presse de l'ambassade et du Département d'État des États-Unis en date d'octobre et de décembre 1993.

ses territoires dépendants, ses forces armées ou ses alliés par un tel État, en association ou en alliance avec un État doté de l'arme nucléaire<sup>6</sup>."

France

"La République française salue la décision du Gouvernement de Mongolie de déclarer la Mongolie zone exempte d'armes nucléaires, réaffirmant ainsi ses engagements au titre du Traité sur la non-prolifération.

La France réaffirme, à l'intention de la Mongolie, la déclaration qu'elle a faite à l'intention des États non dotés de l'arme nucléaire et qui se sont engagés à le rester, de ne pas utiliser d'armes nucléaires contre eux, excepté dans le cas d'une agression menée, en association ou en alliance avec un État doté d'armes nucléaires, contre la France ou contre un État envers qui la France a contracté un engagement de sécurité.

La France, qui soutient l'objectif d'une reconduction inconditionnelle et indéfinie du TNP, salue également la décision de la Mongolie d'agir de même<sup>7</sup>."

E. Appui exprimé par les pays non alignés à l'égard de la Mongolie en tant que zone exempte d'armes nucléaires

1. "Ils [les chefs d'État ou de gouvernement] accueillent favorablement la déclaration unilatérale faite par la Mongolie de se constituer en zone exempte d'armes nucléaires, contribuant de cette manière à la stabilité et à la confiance régionales<sup>8</sup>."

2. "Les Ministres saluent l'effort de la Mongolie visant à institutionnaliser son statut de zone exempte d'armes nucléaires<sup>9</sup>."

-----

---

<sup>6</sup> Déclaration faite le 1er novembre 1993 par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

<sup>7</sup> Extrait de la déclaration faite le 24 janvier 1994 par le Ministère des affaires étrangères de la France.

<sup>8</sup> Extrait du Document final de la Conférence de chefs d'État ou de gouvernement du Mouvement des pays non alignés, tenue à Cartagena du 18 au 20 octobre 1995.

<sup>9</sup> Extrait du Document final de la Conférence ministérielle du Mouvement des pays non alignés, tenue à New Delhi du 6 au 8 avril 1997.